



## L'essentiel du Bulletin d'information n° 868 juillet-août 2023

*Ce document fait une synthèse du dernier Bulletin d'information de l'OCBF et en reprend le sommaire.  
Les articles de ce Bulletin sont disponibles en texte intégral sur [www.ocbf.com](http://www.ocbf.com).*

### Droit général français et européen Grandes réformes

**Règlement amiable des litiges** : un décret introduit deux nouveaux modes de règlement amiable après la saisine du tribunal judiciaire.

**Open data des décisions de justice en matière prud'hommale** : report du 27 juin 2023 au 30 septembre 2025 de la diffusion des décisions rendues par les conseils de prud'hommes.

### Droit des affaires

**PGE** : la foire aux questions du site du ministère de l'Économie a été mise à jour une nouvelle fois le 18 juillet 2023.

### Droit bancaire

**FICP** : l'ACPR a publié les conclusions qu'elle tire de l'enquête effectuée auprès de 12 établissements bancaires en 2022.

L'ACPR met en garde une nouvelle fois quant aux **offres frauduleuses de crédits et de services**.

### Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

L'ACPR a publié, le 29 juin 2023, son **analyse sectorielle des risques (ASR)** de BC-FT actualisant la première ASR parue en 2019.

L'ACPR a mis à disposition, le 1<sup>er</sup> août 2023, la **taxonomie LCB-FT**.

**Tracfin** a publié, le 11 juillet 2023, le deuxième tome de son **rapport d'activité** sur l'année 2022.

L'EBA a publié, le 11 juillet 2023, les conclusions de son examen 2022 des approches des autorités compétentes pour **lutter contre les risques de BC-FT dans le secteur bancaire**.

L'EBA a publié, le 13 juillet 2023, son quatrième avis biennal sur les **risques de BC-FT affectant le secteur financier** de l'Union européenne.

### Corruption

L'AFA a publié, le 18 juillet 2023, son **rapport d'activité** 2022 dans lequel elle revient sur les dernières actions entreprises par ses services.

#### Vos interlocuteurs :

Droit des affaires, réglementation bancaire, jurisprudence affaires et bancaire - [Eva Ruimy](#)

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, corruption, protection des données personnelles, services de paiement - [Camille Montet](#)

Marchés financiers, distribution d'assurances, finance durable - [Ludivine Polère](#)

Affaires fiscales, comptables, prudentielles, contrôles permanents et périodiques - [Christian Meyer](#)

Droit des sociétés - [Mina Kanouté](#)

Social - [Anne-Sophie Lapotre](#)

Veille documentaire - [Anne-Sophie Lapotre](#) et [Emmanuelle Colson](#)



## L'essentiel du Bulletin d'information n° 868 juillet-août 2023

### Panorama de jurisprudence Droit bancaire, Droit des affaires

**Devoir de non-ingérence et vérification des mouvements anormaux sur un compte de dépôt d'un particulier** : la Cour de cassation juge qu'une banque a commis une faute en n'avertissant pas le titulaire d'un compte de dépôt d'opérations anormales effectuées sur ce dernier par le titulaire d'une procuration.

**EIC et commissions interbancaires** : la Cour de cassation met un point final à une saga judiciaire de plus de vingt ans en rejetant les prétentions de l'Autorité de la concurrence.

**Manquement au devoir d'information du banquier** : la Cour de cassation juge qu'il incombe au juge du fond de réduire d'office, dans une proportion constituant une sanction effective et dissuasive du manquement du prêteur à son obligation légale d'information, le taux de l'intérêt légal lorsque celui-ci est supérieur ou équivalent au taux conventionnel.

**Prêt *in fine* adossé à un contrat d'assurance vie** : la Cour de cassation impose aux banques un devoir d'information de l'emprunteur quant au risque que le rachat du contrat d'assurance-vie ne permette pas le remboursement du prêt.

### Marchés financiers

Le Pôle commun Assurance Banque Épargne de l'ACPR et de l'AMF a publié, le 28 juin 2023, son **rapport annuel 2022**.

### Banque-Assurance

L'ACPR a publié, le 18 juillet 2023, une **nouvelle recommandation 2023-R-01** sur la mise en œuvre de certaines dispositions issues de la **directive européenne « DDA »**, effective à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2024**.

### Économie numérique, informatique et libertés

La Commission européenne a adopté, le 10 juillet 2023, une **décision d'adéquation qui conclut que les États-Unis garantissent un niveau de protection adéquat** pour le transfert de données.

La CNIL a lancé, le 21 juillet 2023, une **consultation publique** sur le projet de recommandation visant les **applications mobiles**.

La CNIL a lancé, le 27 juillet 2023, un **appel à contribution** sur la constitution de **base de données pour l'IA**.

La CNIL a lancé, le 28 août 2023, une **consultation publique** sur un projet de recommandation visant les **traitements présentant des risques majeurs**.

La CNIL a lancé, le 1<sup>er</sup> août 2023, une **consultation publique** sur son projet de guide pratique sur **l'ouverture et la réutilisation de données publiques**.

### Services et instruments de paiement

Un prévenu qui commet des **escroqueries au préjudice de ses parents** en utilisant leur carte bancaire **ne saurait bénéficier de l'immunité familiale** au titre de l'article 311-12 du code pénal (Cass. crim. 14 juin 2023).

La Commission européenne a publié, le 28 juin 2023, deux **propositions de révision de la DSP2**.

L'EBA a publié, le 12 juillet 2023, le support destiné à permettre la **transmission d'informations dans le cadre du règlement MiCA**.

L'EBA a lancé, le 12 juillet 2023, une **consultation publique** sur un projet de **normes techniques de réglementation (RTS) sur les procédures de traitement des plaintes dans le cadre du règlement MiCA**.

L'EBA a lancé, le 12 juillet 2023, une **consultation publique** sur deux ensembles de **projets de RTS et ITS dans le cadre du règlement MiCA**.

*Les archives des Bulletins mensuels d'information et les textes officiels cités dans ces Bulletins sont disponibles sur e-Doc : le portail documentaire de l'OCBF accessible via votre [espace adhérents](#)*



## L'essentiel du Bulletin d'information n° 868 juillet-août 2023

### Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable

**Rapport sur le contrôle interne 2023** : le canevas du rapport a été publié par l'ACPR.

**Le HCSF instaure un « coussin pour le risque systémique sectoriel » 3 %.**

**Transmission dématérialisée des données par les établissements** : l'ACPR attire l'attention des fédérations professionnelles et des fournisseurs de solutions et rappelle ses exigences quant à la transmission dématérialisée des données que doivent assurer les établissements.

### Fiscal

**Contrôle d'exercices prescrits** : le Conseil d'État juge que l'administration est fondée à exercer son pouvoir de contrôle et de rectification d'un déficit issu d'exercices antérieurs prescrits, dont l'entreprise déclare disposer à la clôture d'un exercice, alors même que ce déficit n'a pas été imputé sur les bénéfices de cet exercice.

**Facturation électronique** : la DGFIP annonce le report *sine die* de la date d'entrée en vigueur de l'obligation de facturation électronique.

**Foires aux questions, imprimés de déclaration ou leur notice** : le Conseil d'État juge qu'ils peuvent être opposables à l'administration.

### Social

**Télétravail des frontaliers** : un communiqué de presse du ministère du Travail annonce la conclusion d'un accord multilatéral européen sur la sécurité sociale des frontaliers en télétravail.

**Protection des familles d'enfants malades ou handicapés** : une loi du 19 juillet 2023 renforce la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité.

**Réforme des retraites** : les sept premiers décrets d'application ont été publiés.

**Prêt bancaire et avantage en nature** : la Cour de cassation précise que lorsqu'un établissement bancaire accorde des prêts à taux préférentiel à ses salariés, les cotisations sociales afférentes à l'avantage en résultant sont exigibles à chaque échéance de remboursement des prêts.

**Prévoyance** : la révision du contrat est inopposable à l'assuré salarié s'il n'en a pas été informé.



### Bulletin d'information imprimable : tarifs pour 2023\*

**Votre établissement est adhérent à OCBF-Services et Formation :**

Bulletin d'information version électronique imprimable : **245,00 € HT** soit 294,00 € TTC

**Votre établissement n'est pas adhérent à OCBF-Services et Formation :**

Bulletin d'information version électronique imprimable : **860,00 € HT** soit 1032,00 € TTC

*Pour vous abonner, renvoyez-nous ce formulaire*

Dénomination sociale.....

Nom..... Prénom

Fonction.....

Adresse complète.....

Téléphone

E-mail

Je souhaite m'abonner à la version électronique imprimable du Bulletin d'information OCBF pour 2023

Fait à

le

Signature et cachet

\* Formulaire à retourner à [Anne-Sophie Lapôtre](mailto:Anne-Sophie.Lapôtre@ocbf.com)

Règlement à l'ordre d'OCBF-Services et Formation. Pour un abonnement en cours d'année, la facturation se fera au prorata des mois restants.



## L'essentiel du Bulletin d'information n° 868 juillet-août 2023

### Sommaire

<u>Droit général français et européen</u>			
<u>Grandes réformes</u>	6		
- Actualités législatives			
<u>Droit des affaires</u>	8		
- Sortie de crise et relance économique			
<u>Droit bancaire</u>	10		
- Assurance emprunteur			
- Crédit - Financement			
- Médiation			
<u>Panorama de jurisprudence</u>			
<u>Droit bancaire, Droit des affaires</u>	16		
- Compte			
- Concurrence			
- Consommation			
- Crédit			
- Procédures collectives			
- Recouvrement des créances et voies d'exécution			
- Surendettement			
- Sûretés			
<u>Marchés financiers</u>	27		
- Autorité			
- Épargne réglementée			
- Finance digitale			
- Gestion d'actifs			
- Infrastructure de marché			
- Marché			
- Médiation			
- Prestataire			
- Protection des investisseurs			
- Sanction, transaction et jurisprudence			
<u>Banque-Assurance</u>	38		
- Distribution d'assurances			
- Sanction et jurisprudence			
<u>Finance durable</u>	39		
- Finance responsable			
- Finance verte			
<u>Droit des sociétés</u>	42		
- Droit des actionnaires			
- Fusion, scission, cession et transmission			
- Gouvernance			
- Information réglementée			
- Réglementation			
- Jurisprudence			
<u>Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme</u>	45		
- Autorité			
- Coopération européenne et internationale			
- Sanction financière			
<u>Corruption</u>	55		
- Autorité			
- Coopération européenne et internationale			
<u>Économie numérique, informatique et libertés</u>	58		
- Informatique et libertés			
- Sécurité			
<u>Services et instruments de paiement</u>	65		
- Instruments de paiement			
- Monnaie fiduciaire			
- Services de paiement			
<u>Fiscal</u>	70		
- BIC-IS			
- Impôts locaux			
- Impôt sur le revenu			
- Procédure			
- Taxe sur la valeur ajoutée			
<u>Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable</u>	76		
- Autorité			
- Réglementation comptable et audit			
<u>Social</u>	82		
- Conditions de travail			
- Droit du travail			
- Formation professionnelle			
- Rémunération, intéressement et participation			
- Protection sociale, Retraite			
- Jurisprudence			
<u>Textes en cours d'examen</u>	89		
<u>Derniers textes parus</u>	90		
<u>Glossaire</u>	94		
<u>Annexe : OCBF-Services et Formation</u>	101		